



# Citizens' Climate Lobby Canada Lobby Climatique des Citoyens

## October 2018 Canadian Parliament Request

### Canada's Federal Backstop Carbon Pricing Policy Should Be Carbon Fee and Dividend

The [scientific proof of the threat of climate change](#) is incontrovertible and cannot be dismissed. We must cut emissions. Almost [all economists](#) agree that putting a price on carbon pollution is the most [economically efficient](#) way to reduce greenhouse gas emissions.

Citizens' Climate Lobby advocates for a specific form of carbon pricing called carbon fee and dividend, an incrementally rising price on carbon pollution where 100% of the fees collected are returned to Canadians by cheque. It is championed by [Canadians for Clean Prosperity](#) and has been specifically endorsed by the PostMedia Editorial board.

Carbon fee and dividend is a policy where all sides win. It will appeal to a broad spectrum of Canadians, whether they support small government, free markets, strong environmental policy, or expanded government benefits. Thus, carbon fee and dividend has built-in policy persistence.

In their historic March 2018 report, [Perspectives on Climate Change Action in Canada—A Collaborative Report from Auditors General](#), Canada's Auditors General concluded that Canada is not on track to meet its greenhouse gas emission targets.

Transforming the economy will not happen overnight. Julia Gelfand, Canada's Environment Commissioner, said that Canada needs time to "[bend the curve](#)". Importantly, carbon pricing is [projected](#) to account for more than half of Canada's prospective total emissions reductions through 2022. The [Pembina Institute](#) calls carbon pricing an essential component of a cost-effective climate plan. According to the [World Bank Carbon Pricing Dashboard](#), 25 percent of the world's nations, including China, are already pricing carbon.

We applaud the federal carbon price as outlined in the [Greenhouse Gas Pollution Pricing Act](#) and appreciate the Government's commitment to peer review of fossil fuel subsidies under the [G20 process](#).

#### We recommend the following going forward:

1. That the carbon fee be applied upstream, at the wellhead, coal mine, or point of entry into the economy; that the policy cover all GHG emissions, and include best practices for estimating fugitive methane emissions from oil and gas operations.
  2. That the national carbon price continues to rise past 2022, with the objective of Canada exceeding its Paris targets and becoming a world leader in tackling the climate crisis and in the clean technology industry.
  3. That the Federal government work with provinces and territories to ensure their carbon pricing policies keep pace with the rising federal minimum carbon price without imposing any additional [burden](#) on low to middle income Canadians. In this regard, the federal government should lead by example, implementing a revenue-neutral [fee and dividend](#) system as its backstop carbon pricing policy.
  4. That Canada's output-based pricing system be temporary and be replaced with border carbon adjustments to level the playing field for emissions-intensive trade-exposed domestic industries that compete in international jurisdictions without a comparable carbon price.
  5. That the Federal government end financial subsidies to fossil fuel companies, as promised in the 2015 election, thereby ensuring that consistent policy is applied to the process of combating climate change.
- CCL is grateful for your service to Canada, and for your recognition that the climate crisis is inextricably linked with the many other problems facing societies and governments. This is a race against time. Effective carbon pricing policy will help secure the future of Canada and all Canadians.

## **Demande du Parlement canadien - 2018**

**Le filet de sécurité fédéral du Canada sur la politique de la tarification du carbone devrait être le prélèvement carbone et dividende**

La preuve scientifique de la menace du changement climatique est indéniable et ne peut être écartée. Nous devons réduire les émissions. Presque tous les économistes s'accordent à dire que mettre un prix sur la pollution par le carbone constitue le moyen le plus économiquement efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le Lobby climatique des citoyens préconise une forme spécifique de tarification du carbone appelée tarification sur le carbone et dividende avec un prix croissant sur la pollution par le carbone, où 100% des frais perçus sont retournés aux Canadiens sous forme de chèque. Ce modèle est défendu par Canadians for Clean Prosperity et a été expressément approuvé par le comité de rédaction de PostMedia.

La tarification du carbone et dividende est une politique où tous gagnent. Il plaira à un large éventail de Canadiens, qu'ils appuient les petits gouvernements, les marchés libres, une politique environnementale solide ou des avantages gouvernementaux accrus. Ainsi, la tarification du carbone et dividende est une politique intégrée persistante.

Dans son rapport historique en date de mars 2018 intitulé Perspectives sur l'action contre le changement climatique du Canada - Un rapport de collaboration des vérificateurs généraux, les vérificateurs généraux du Canada ont conclu que le Canada n'était pas en voie d'atteindre ses objectifs d'émission de gaz à effet de serre.

La transformation de l'économie ne se fera pas du jour au lendemain. Julia Gelfand, commissaire à l'environnement du Canada, a déclaré que le Canada a besoin de plus de temps pour fléchir la courbe. Ce qui importe, c'est qu'il est projeté que la tarification du carbone devrait représenter plus de la moitié des réductions totales potentielles d'émissions au Canada d'ici 2022. Pembina Institute considère que la tarification du carbone est un élément essentiel d'un plan efficace sur le climat. Selon le World Bank Carbon Pricing Dashboard, 25% des pays du monde, y compris la Chine, fixent déjà un prix sur le carbone.

Nous applaudissons la tarification du carbone tel qu'énoncé dans La Loi sur les prix des gaz à effet de serre par le gouvernement fédéral. Nous apprécions l'engagement du gouvernement en faveur de l'examen par les pairs des subventions accordées aux combustibles fossiles dans le cadre du processus du G20.

### **Nous recommandons les actions suivantes:**

1. Que la tarification du carbone soit appliquée en amont, à la tête de puits, à la mine de charbon ou au point d'entrée dans l'économie; que la politique couvre toutes les émissions de GES et inclut les meilleures pratiques pour estimer les émissions fugitives de méthane provenant des opérations pétrolières et gazières.
2. Que le prix national du carbone continue d'augmenter après 2022, l'objectif du Canada étant de dépasser les objectifs de Paris et de devenir un chef de file mondial dans la lutte contre la crise climatique et dans l'industrie des technologies propres.
3. Que le gouvernement fédéral travaille avec les provinces et les territoires pour veiller à ce que leurs politiques de tarification du carbone suivent le prix du carbone minimum en hausse sans imposer de fardeau supplémentaire aux Canadiens à revenu faible ou moyen. À cet égard, le gouvernement fédéral devrait donner l'exemple en mettant en place un système de prélèvement de carbone et dividende neutre en termes de revenus, comme politique de filet de sécurité sur la tarification du carbone.
4. Que les prix du carbone fondés sur les résultats au Canada soient temporaires et remplacés par des ajustements du carbone à la frontière pour uniformiser les règles du jeu pour les industries nationales exposées au commerce et à forte intensité d'émissions qui se font concurrence dans les pays sans un prix du carbone comparable.
5. Que le gouvernement fédéral mette fin aux subventions financières aux entreprises de production de combustibles fossiles, tel que promis lors des élections de 2015, garantissant ainsi l'application d'une politique cohérente dans le processus de lutte contre le changement climatique.

LCC vous remercie de votre service au Canada et de votre reconnaissance du fait que la crise climatique est inextricablement liée aux nombreux autres problèmes auxquels sont confrontés les sociétés et les gouvernements. C'est une course contre la montre. Une politique efficace de tarification du carbone contribuera à assurer l'avenir du Canada et de tous les Canadiens et Canadiennes.